

Speech made by Mr. Marc Ona Essangui, Secrétaire Exécutif de Brainforest
Coordonnateur de la Coalition PWYP Gabon
on Thursday 3 MARCH 2011 at the plenary 4 : EITI Stakeholder Forum
at the 5th EITI Global Conference

EXPERIENCE DE L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GABONAISE

Le Gabon a adhéré à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives en 2004. Cet engagement volontaire du pays pour plus de transparence dans la gestion des ressources issues de l'exploitation du pétrole et du manganèse, deux ressources couvertes par le périmètre retenu par le Groupe d'Intérêt EITI, a permis de mettre autour de la table trois composantes que sont : la société civile, l'administration et les entreprises.

Lors de la mise en place du Groupe d'intérêt au Gabon à la suite de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005, dirigé par Fidèle Ntsissi, seuls deux représentants de la société civile étaient pris en compte et tous provenaient du Conseil Economique et Social.

Du 16 au 17 octobre 2006 une invitation est adressée par Publiez ce que vous Payez au Président de Brainforest pour prendre part à la conférence Internationale de Oslo.

A l'issue de l'atelier sur l'EITI organisé par Brainforest en février 2007 avec la participation du Coordonnateur Afrique de Publiez ce que vous Payez Matteo Pellegrini, un atelier qui a été rehaussé par la présence des représentants de la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et de l'ambassade des USA au Gabon, il est proposé l'admission de nouveaux membres issus de la société civile au sein du Groupe d'intérêt. Ainsi donc Marc ONA, intègre le Groupe d'Intérêt en mai 2007. Ce qui ramène le nombre de représentants de la société civile à 3. Cette nouvelle dynamique va apporter une valeur ajoutée au sein du Groupe d'Intérêt car certaines tâches comme l'élaboration d'un plan de communication, pour ne citer que cette activité est confiée à la société civile.

Cette dynamique est vite mise à mal par la décision prise en février 2008 par l'ancien Ministre de l'Intérieur André Mba Obame actuellement dans l'opposition de suspendre 28 Associations et ONG à la suite d'une sortie médiatique pour critiquer la gestion de la chose publique par le pouvoir en place depuis 40 ans. Une sortie qui coïncidait avec la célébration des 40 ans de feu le Président Bongo Ondimba au pouvoir au Gabon. Il a fallu l'indignation de l'opinion nationale et internationale et même de certaines hautes autorités locales pour que le Ministre revienne sur sa décision. Le Président du Groupe d'Intérêt d'alors, Fidèle Ntsissi a personnellement rencontré le Président Bongo pour lui signifier la caractère inique de cette décision.

Quelques mois plus tard en juillet 2007, la première grande crise entre la coalition Publiez ce que vous Payez et le gouvernement surgit sur l'affaire du

contrat d'exploitation de la mine de fer de Belinga passé entre un opérateur chinois la CMEC et l'Etat gabonais. Pour les ONG de la coalition, les clauses de ce contrat ne profitent ni à la population, encore moins au gouvernement. Tout est fait pour favoriser l'opérateur chinois. Les ONG sont alors livrées à la vindicte populaire et présentées aux yeux de la population comme des pions des puissances occidentales pour empêcher la venue des chinois. Nous insistons en rendant public le contrat avant de solliciter la renégociation de la convention passée avec les chinois.

En juin 2006 à la suite de la manifestation des ONG françaises à Paris devant un hôtel particulier appartenant à la famille Bongo, le Coordonnateur de la Coalition PWYP Marc ONA est interdit de sortie du territoire pour avoir pris part à cette manifestation pour protester contre les détournement des revenus issus des industries extractives à des fins personnelles. Cinq fois de suite, il sera interdit de sortir du territoire jusqu'à l'emprisonnement de décembre 2008 pour un motif fallacieux de détention d'un document de propagande contre le régime en place.

En Avril 2009 à San Francisco, le Prix Goldman est attribué au Secrétaire Exécutif de Brainforest pour le combat mené pour empêcher la construction d'un barrage sur les plus belle chute d'Afrique Centrale. Ce prix accélère le processus de levée de l'interdiction de sortie du territoire de Marc ONA et amorce un début de normalisation des relations entre le gouvernement et la société civile. La médiation de la coalition internationale publiez ce que vous Payez conduite à Libreville par Michel Roy de Secours Catholique France rencontre courant du mois de mai 2009 les hautes autorités du pays pour dissiper les malentendus. L'ancien Président du Groupe d'Interet EITI Gabon Patrice Otha s'engage auprès des autorités du pays à normaliser la situation.

Des rencontres sont ainsi organisées avec les leaders de la société civile pour une bonne appropriation de l'EITI. Le Groupe d'Interet prend une part active à l'atelier de sensibilisation de la population sur l'Initiative au Centre Culturel Français de Libreville.

Depuis lors le rôle de la société civile est déterminant pour la validation et la publication des rapports.

Je vous remercie/